AMBASSADE
DE FRANCE
EN ARMÉNIE
Liberté
Égalité
Fraternité

http://www.ambafrance-am.org

https://twitter.com/ambafr_armenie

Service de Presse

Revue de la presse arménienne du 19 novembre 2020

Situation au Karabakh

L'Azerbaïdjan prendra le contrôle de sept villages à Martakert dont elle revendique l'appartenance à la région d'Aghdam/ La presse indique que les habitants de certains villages de la région de Martakert au Karabakh, dont certains étaient rentrés chez eux après le cessez-le-feu, ont reçu mercredi un ordre inattendu d'évacuation. Les autorités de facto du Karabakh ont déclaré plus tard que selon la partie azerbaïdjanaise ces villages, ainsi que celui d'Akna étaient situées dans la région d'Aghdam. Ils seront donc remis à l'Azerbaïdjan avant le 20 novembre 2020. Plus de 2000 résidents de ces villages sont actuellement en train de déplacer leurs propriétés.

Un accord trilatéral entre les MDD arménien, russe et azerbaïdjanais pourrait être signé/ La presse rend compte de l'entretien téléphonique des ministres de la défense arménien et russe lors de laquelle la situation opérationnelle dans le territoire du Haut-Karabakh, ainsi que des questions relatives aux activités des troupes russes de maintien de la paix ont été discutées. Le ministre arménien a exprimé son soutien à la création d'un centre de réponse humanitaire russe inter-agences au Karabakh qui s'occuperait du retour des réfugiés, de la restauration des infrastructures politiques, des opérations de recherche des soldats tués, disparus au combat et de la combinaison des activités de diverses organisations dans le secteur humanitaire. Un accord a été conclu pour signer, si nécessaire, un document trilatéral dans ce domaine entre les Ministères de la Défense arménien, russe et azerbaïdjanais.

Situation intérieure

Ara Ayvazyan nommé Ministre des Affaires étrangères de l'Arménie/ Sur proposition du Premier ministre, le Président a signé un décret nommant Ara Ayvazyan Ministre des Affaires étrangères de l'Arménie. Ayvazyan avait été nommé vice-ministre des Affaires étrangères le 14 octobre 2020, mais il travaille au MAE depuis 1994.

Plusieurs personnalités de l'opposition accusées d'avoir organisé et tenu un rassemblement en violation de la loi/ Artur Vanetsyan et Arsen Babayan du parti d'opposition « Patrie », Ishkhan Saghatelian et Gegham Manukyan du parti Dachnak, le Président du parti d'opposition « Sécurité nationale d'Arménie », Garnik Isagulyan, le chef du parti d'opposition « Une Arménie », Artur Ghazinyan, le porte-parole du parti « Républicain », Eduard Sharmazanov, le Président du conseil du parti « Agenda national », Ara Hakobyan, et le Maire de Masis, Davit Hambardzumyan, ont été accusés en vertu de l'article 225.1 du code pénal, c'est-à-dire d'avoir organisé et tenu un rassemblement en violation de la procédure prescrite par la loi. Une peine d'emprisonnement de 4 à 10 ans est prévue pour la violation de cet article. En outre, le Service de sécurité nationale a déclaré avoir identifié plus de 70 organisateurs et participants aux émeutes dans la nuit du 9 au 10 novembre (cf. revue du 10 novembre 2020) et arrêté 15 d'entre eux. Les forces de l'ordre tentent maintenant de retrouver les autres émeutiers.

La feuille de route du Premier ministre pour surmonter la situation créée/ Dans une publication Facebook le Premier ministre a déclaré qu'il se me considérait comme le premier responsable de la situation actuelle et qu'il était également responsable de surmonter la situation et d'établir la stabilité et la sécurité dans le pays. Il a également présenté une feuille de route de 15 points sur les efforts les plus importants qu'il estime devoir être faits. 1/ Rétablir le processus de paix dans le cadre de la coprésidence du Groupe de Minsk de l'OSCE, en mettant l'accent sur le statut du Karabakh et la priorité du retour des habitants dans leurs lieux de résidence ; 2/ Assurer le retour des habitants du Karabakh dans leurs foyers. Rétablir complètement la vie normale au Karabakh. Reconstruire les maisons, les appartements et les infrastructures endommagés dans les territoires sous le contrôle des autorités de facto du Karabakh ; 3/ Fournir des garanties sociales aux familles des militaires et des citoyens tués ; 4/ Restaurer les structures résidentielles

et publiques et les infrastructures, endommagées sur le territoire de l'Arménie pendant la guerre ; 5/ Fournir des garanties sociales, des prothèses et une formation professionnelle aux militaires handicapés ; 6/ Assurer le retour immédiat des soldats et des civils capturés. Fournir des garanties sociales à leurs familles. Clarifier rapidement le sort des disparus. Fournir des garanties sociales à leurs familles ; 7/ Former un système de réhabilitation psychologique pour les personnes qui ont pris part à la guerre et pour la société en général ; 8/ Établir et lancer un programme de réforme des forces armées ; 9/ Vaincre l'épidémie du coronavirus et éliminer ses conséquences ; 10/ Restaurer l'environnement pour l'activité économique ; 11/ Intensifier les programmes visant à résoudre les problèmes démographiques ; 12/ Adopter des amendements au code électoral et une nouvelle loi sur les partis ; 13/ Introduire un institut de juges spécialisés dans la lutte contre la corruption comme première étape vers la création d'un tribunal anti-corruption. Mettre en vigueur la loi sur la confiscation des biens illégaux ; 14/ Mener des consultations thématiques régulières avec les représentants de la communauté politique et civile arménienne ; 15/ Mener des consultations thématiques régulières avec des organisations arméniennes et des personnes de la diaspora. Impliquer des individus et des organisations d'Arménie et de la diaspora dans les processus mentionnés ci-dessus. Pachinian a annoncé qu'il procéderait à des changements au sein du gouvernement pour mettre en œuvre cette feuille de route. « *En juin 2021, je ferai un rapport sur la mise en œuvre de la feuille de route, à la suite de quoi, en tenant compte de l'opinion et des réactions du public, nous prendrons une décision sur la marche à suivre* » a déclaré Pachinian.

Une partie des fonds donnés au Fonds pan arménien avaient été transférés au gouvernement/ Le vice-premier ministre, Mher Grigoryan, a confirmé qu'une partie des fonds donnés au Fonds pan arménien avaient été transférés au gouvernement. Plus tôt dans la journée, *Yerevan.Today* avaient indiqué que d'après ses sources, la plupart des dons avaient été transférés au budget de l'État arménien par un accord secret et avaient été transformés en dépenses budgétaires. Le Fonds pan arménien a publié une déclaration confirmant que selon une décision de son Conseil d'administration une partie des fonds reçus a été transférée au budget de l'État au titre de l'aide directe : « *Ces fonds ont été consacrés à la résolution des problèmes les plus urgents de dizaines de milliers de compatriotes déplacés du Karabakh ainsi qu'au financement de programmes dans le domaine de la santé et d'autres secteurs essentiels* ».

Le ministre de la santé : un centre de réadaptation spécialisé est nécessaire pour les soldats blessés/ Le ministre de la santé, Arsen Torosyan, a déclaré que le pays avait besoin d'un nouveau centre de réhabilitation pour le traitement des militaires blessés. Selon lui, le système arménien de la santé devrait se concentrer sur 3 directions : 1/ l'utilisation la plus efficace possible des capacités existantes, dont une partie doit être modernisée, 2/ création d'un centre de réhabilitation de 250 lits, 3/ le soutien permanent de ces capacités sous forme d'achat de services par le biais de fonds publics. Selon le Ministre, le soutien continu de ces capacités coûtera de 2 à 2,5 milliards de drams selon les calculs préliminaires. Torosyan a déclaré que les organisations arméniennes de la diaspora pourraient avoir des investissements importants dans la création du nouveau centre. Selon l'Armée de Défense, le nombre de victimes militaires arméniennes a atteint 1586. Le ministre de la Santé a, à son tour, déclaré qu'en date du 17 novembre, 2425 corps de militaires avaient subi un examen médico-légal. Selon lui, plus de 250 d'entre eux n'ont pas encore été identifiés.

L'opposition parlementaire continue de boycotter les sessions/ L'opposition parlementaire arménienne continue de boycotter les sessions du Parlement déclarant que la seule question qui devrait être débattue au Parlement maintenant est la démission du Premier ministre. Ainsi, seuls les députés du parti au pouvoir ont participé à la session parlementaire du 18 novembre.

Manifestations anti gouvernementales et pro gouvernementales à Erevan/ Le 18 novembre deux manifestations aux exigences différentes se sont déroulées à Erevan. Une en soutien du Premier ministre s'est déroulée devant le bâtiment du gouvernement sur la place de la République et l'autre a eu lieu sur la Place de la Liberté où les manifestants demandaient la démission de Pachinian. Pachinian a fait une brève apparition à la manifestation en son soutien et a demandé à ses partisans d'arrêter le rassemblement. « *Je vous promets de ne jamais trahir le peuple, je vous promets qu'en cas de nécessité, je vous inviterai tous sur la place de la République* » a déclaré Pachinian.

Autres développements internes/ Le Président, Armen Sarkissian, a signé un décret sur la décoration de trois membres d'équipage de l'hélicoptère russe Mi-24 qui avait été abattu par les forces armées azerbaïdjanaises dans l'espace aérien de l'Arménie (cf. revue du 10 novembre 2020). Le colonel général Movses Hakobyan, chef du service de contrôle militaire du ministère de la défense arménien, a démissionné. Hakobyan occupait ce poste depuis le 19 novembre 2019. Le parti « Patrie » a salué le message du Président

Armen Sarkissian définissant l'impératif de la démission immédiate du Premier ministre (cf. revue du 17 novembre 2020). Le service spécial d'enquête a déclaré préparer un rapport sur la publication Facebook controversée du Premier ministre (cf. revue du 14 au 16 novembre 2020).

Réactions internationales

Naryshkin accuse l'Occident d'essayer de relancer le conflit au Karabakh/ Le Directeur du service de renseignement extérieur de Russie, Sergey Naryshkin, a déclaré que selon ses informations, « *certains pays occidentaux* » incitent les nationalistes arméniens et azerbaïdjanais à discréditer et à rompre l'accord de cessez-le-feu. « *Ils essaient de convaincre les Arméniens que la paix au Haut-Karabakh est une « défaite » pour Erevan. Les Azerbaïdjanais, en revanche, se font dire que le Kremlin leur a « volé la victoire »* » a déclaré Naryshkin. Selon lui, les principaux États de l'OTAN tentent de cacher leur irritation face à l'accord de cessez-le-feu conclu avec la participation active de la Russie. « *Les États-Unis et leurs alliés sont ennuyés que la guerre ait été arrêtée grâce à la médiation de Moscou* ». Selon lui, ceci a annulé le travail de plusieurs années de l'occident visant à évincer la Russie de la Transcaucasie.

Autres réactions internationales/ Le Ministre russe des Affaires étrangères, les co-présidents du Groupe de Minsk de l'OSCE, le représentant personnel du président en exercice de l'OSCE ont discuté de la situation dans et autour du Haut-Karabakh à la suite de la déclaration trilatérale signée le 9 novembre. Le Ministre des Affaires étrangères de l'Allemagne a déclaré saluer le cessez-le-feu, mais cela, selon lui, ne résout pas le conflit initial : « *À cet égard, nous demandons instamment aux parties de travailler à une solution politique à long terme dans le cadre du groupe de Minsk de l'OSCE* ». Le vice-ministre russe des Affaires étrangères, Andrey Rudenko, a déclaré que Moscou espérait que le refus de Bakou de discuter d'un statut spécial pour le Karabakh ne provoquerait pas une nouvelle vague de conflit dans la région. Selon la presse, les maires de 15 municipalités françaises ont publié mardi une déclaration reconnaissant l'indépendance du Haut-Karabakh et exhortant le gouvernement français et la communauté internationale à le reconnaître également « *comme le seul moyen efficace de protéger le peuple du Karabakh contre le nettoyage ethnique qui le menace encore* ». La presse rend également compte du vœu du conseil de Paris relatif à la situation en Arménie et dans le Haut-Karabakh. Selon la presse, le Sénat français a décidé de mettre au vote un projet de résolution sur la nécessité de reconnaître le Karabakh. Le Metropolitan Museum of Art a appelé à la protection des sites du patrimoine culturel du Haut-Karabakh.

Le Fonds Arménien de France, la Fondation Aznavour et l'UGAB France ont mis en place une cellule humanitaire d'urgence pour la France/ Le Président de la République Emmanuel Macron a reçu à l'Élysée le jeudi 12 novembre les représentants des organisations humanitaires de solidarité avec l'Arménie. En complément de l'envoi d'une mission médicale en Arménie, le Président de la République a annoncé la mise en place d'une aide médicale et humanitaire exceptionnelle, spécifiquement destinée à l'Arménie. À la suite de cette réunion, le Fonds Arménien de France, la Fondation Aznavour et l'Union Générale Arménienne de Bienfaisance (UGAB) ont annoncé la mise en place d'une cellule d'urgence pour la coordination et la mise en œuvre de l'aide humanitaire et médicale de la France vers l'Arménie, en lien avec le Ministère des Affaires Étrangères et la Présidence de la République.

121979 cas confirmés de coronavirus/ Au moment de la rédaction de cette revue, les autorités ont confirmé 121979 cas de coronavirus dans le pays dont 88388 ont été guéris et 1870 patients sont décédés.

Rédaction : Lena Gyulkhasyan

Cette revue de presse est une synthèse réalisée à partir de publications arméniennes parues au cours d'une journée définie et constitue un document de travail qui ne saurait en aucun cas exprimer le point de vue de l'Ambassade de France ou des autorités françaises. Toute reproduction de cette revue destinée notamment à une publication électronique, papier, destinée à des tiers, est soumise à autorisation de l'Ambassade de France en Arménie.